

La croissance économique est au cœur de toutes les politiques économiques. **Alors que signifie la croissance? Que faire de la croissance ? Que faire sans croissance ? La croissance est-elle possible en 2016 en Guinée? La croissance est-elle un facteur de développement dans notre pays? Quelles sont les limites de notre croissance économique?**

## **Les perspectives**

Aujourd'hui une ère nouvelle commence, celle d'une croissance au mieux à 4% au sein des pays de la sous région. Comparée à celle du continent asiatique, 8 à 10% en Inde et en Chine, cela paraît bien modeste.

***François Perroux définit la croissance économique comme un processus continu et soutenu d'évaluation du PIB réel d'un pays dans le temps.***

Ceci revient à dire que la croissance économique n'est pas un fait du hasard mais plutôt une œuvre soutenue et qu'elle se traduit par un accroissement continu du produit réel de toute l'économie. Il importe de noter que si d'une année à une autre le produit de l'économie s'accroît à un taux inférieur à l'accroissement de la population, la croissance ainsi réalisée n'entraînera pas un accroissement du revenu par tête d'habitant. Il serait donc préférable de la définir comme un processus d'élévation continu et soutenu du PIB par habitant du pays.

La croissance qui est mesurée par le taux d'augmentation du PIB, constitue aujourd'hui l'instrument de référence principal pour la gestion à court terme et à long terme de l'ensemble des économies de la planète, de même que pour la politique de développement et de progrès des sociétés humaines.

Sur le plan économique, le taux de croissance offre une mesure synthétique du degré de réalisation de la plupart des objectifs de la politique économique: augmentation des revenus du travail et du capital et accroissement de la richesse matérielle et du bien-être de la population ; augmentation de la capacité de créer des emplois rémunérateurs pour tous ; élargissement de l'assiette fiscale pour la mobilisation des moyens nécessaires au développement des services publics ; affirmation de la puissance économique des pays vis-à-vis du reste du monde; et accumulation de richesses et de pouvoir assurant la sécurité de la collectivité pour l'avenir à long terme.

Si l'on tient compte de l'importance centrale de cette dimension économique dans la conception aujourd'hui prédominante du progrès social, on constate que le taux de croissance globale est devenu l'expression la plus courante pour mesurer le progrès d'un pays, dans le passé comme dans l'avenir, tant aux yeux des pouvoirs publics et des privés ou des acteurs de divers groupes sociaux.

On en trouve un témoignage éloquent dans la fréquence des références à la croissance dans les discours de nos acteurs politiques et ses variations demeurent au cœur des préoccupations et des échanges politiques, économiques et sociaux de la plupart des sociétés modernes.

C'est en peu de mots la question que nous devons résoudre si nous voulons que la pauvreté et le chômage soient réduits à un seuil raisonnable. C'est pourquoi, dans cette étude, après cette introduction, ***nous traiterons successivement l'évolution de la croissance économique en Guinée, pour aborder ensuite, les atouts, les limites, les nouvelles approches et terminer par la conclusion.***

## **LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN GUINEE RESTE FAIBLE**

***Selon la BM, l'activité économique dans notre pays pourrait reprendre rapidement une fois que la fin de l'épidémie à virus Ebola sera constatée en Guinée et; que les élections se déroulent rapidement le tout appuyé par une stabilité politique dans notre pays.***

Cependant, selon cette Institution internationale, ***la croissance annuelle ne devrait pas dépasser 4 à 5% sur la période 2016-2017.***

***Dans son intervention*** du 15 juillet 2016 à la RTG, ***le Premier Ministre YOULA précise*** << Les prévisions de croissance seront atteintes malgré l'arrêt du projet Rio Tinto; un taux de croissance à deux(2) chiffres c'est certain à moyen terme grâce au triplement de la production de la Bauxite >>.

***A notre avis, 2016 est le début de la récupération de l'économie Guinéenne. La croissance avait fortement chuté en 2014 à 0,4% et en 2015 à 0,1% à cause de plusieurs facteurs:***

- La Persistance des effets de l'épidémie Ebola
- La baisse des prix des produits de base sur les exportations.

L'attentisme des investisseurs à la veille des élections présidentielles d'octobre 2015.

- Les moins-values constatées sur les recettes pétrolières (double réduction des prix des produits pétroliers à la pompe intervenue en début d'année après l'adoption de la loi de finance initiale en 2015).
- La baisse des recettes douanières (baisse du volume des importations causé par le ralentissement de l'activité économique essentiellement due à la persistance de l'épidémie à virus Ebola).
- Le haut niveau de corruption (en 2014 la Guinée occupa le 164<sup>ème</sup> rang sur 182 pays dans l'indice de perception de la corruption publié par Transparency International).

***La croissance de notre pays ces dernières décennies malgré quelle soit faible est indéniable. En effet, le taux de croissance moyen du PIB réel depuis plusieurs années a été de 2,7% alors que la croissance démographique reste constante aux environs de 3% ce qui ne favorise pas une amélioration du bien-être.***

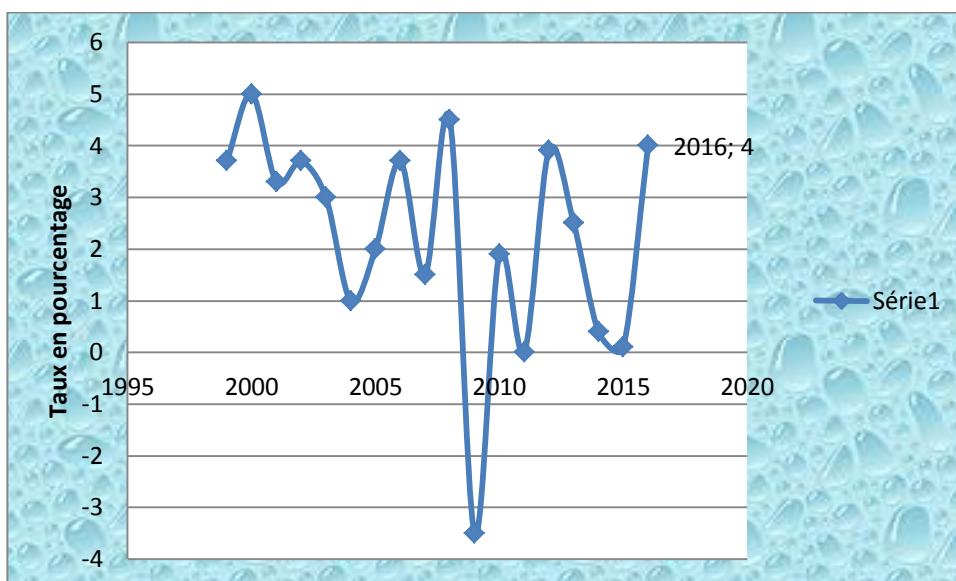
## **TAUX DE CROISSANCE DU PIB : 1999-2016**

Années	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
--------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------

Taux Cr(%)	3,7	5	3,3	3,7	3	1	2	3,7	1,5	4,5	-3,5	1,9	3,6	3,9
------------	-----	---	-----	-----	---	---	---	-----	-----	-----	------	-----	-----	-----

Sources : Banque Mondiale

Graphique: taux de croissance réelle



Les différents secteurs stratégiques de l'économie à savoir les mines, l'agriculture, et le tourisme ont connu une très forte baisse au cours des deux dernières années.

***La projection de la croissance en 2016 autour de 4 à 5% est envisageable, mais il ya encore des incertitudes. Le secteur minier s'est maintenu et commence à reprendre ainsi que le secteur agricole qui a connu d'importantes difficultés résiste et progresse sensiblement.***

Cependant, l'annonce par Rio Tinto d'une réduction substantielle de ses dépenses d'investissements et un arrêt temporaire sur le projet SIMANDOU risque de compromettre les perspectives à court et moyen terme dans ce secteur vital pour notre économie.

***Une croissance autour de 4 à 5% ? C'est possible mais il ya encore des incertitudes même si le virus Ebola semble maîtrisée.***

L'autre aspect très important, ***ce sont les finances publiques***. 2014-2015 ont été des années de dégradation préoccupante des finances publiques. Le Déficit budgétaire a presque doublé (-10% du PIB en 2015), surtout à cause de fortes dépenses de subventions dans le secteur de l'énergie et l'accroissement des dépenses d'investissement atteignant en moyenne **4500 Milliards GNF**.

***L'inquiétude est la capacité des autorités de réduire ce déficit autour de -3% en 2016, dans le cadre du programme signé avec le FMI, en augmentant, cependant, les allocations aux secteurs sociaux.***

Ce serait donc le début de l'ajustement budgétaire.

Cependant, nous exprimons ***quelques préoccupations par rapport à la capacité de l'Etat à faire face à ses engagements envers le secteur privé à brève échéance.***

Le problème de l'accumulation des arriérées et retards de paiement (la dette intérieure aux fournisseurs) a continué jusqu'en 2015 et persiste encore en 2016.

***Près de 40% (285,287 Milliards) du service de la dette intérieure (718,903 Milliards) est constitué de la dette intérieure aux fournisseurs. Nous pensons qu'on ne peut pas améliorer l'environnement des affaires si ce problème persiste.***

Le recrutement en Décembre 2014 d'un cabinet d'audit de la dette intérieure, avec la mobilisation des fonds des emprunts obligataires et la fin du virus Ebola, nous espérons ces mesures vont contribuer à améliorer la position de la trésorerie et réduire considérablement la dette aux fournisseurs. La résolution définitive de ce problème devra se poursuivre en 2016.

***Le troisième indicateur, c'est l'inflation.***

Jusqu'en 2014, son niveau n'a pas atteint les deux(2) chiffres autour de 9% .En 2016, il ne va certainement pas dépasser ce chiffre.

Du point de vue strictement macroéconomique, ce taux n'est pas trop élevé, mais le problème c'est que cette hausse se concentre sur les produits de première nécessité : riz, farine, huile, sucre, viande, etc.... Donc un impact négatif sur le pouvoir d'achat des ménages qui génère des difficultés sociales. C'est le nouveau défi à gérer. Malheureusement, il est causé par des phénomènes exogènes.

On espère qu'avec la poursuite de la politique monétaire prudente de la BCRG, l'inflation va baisser. En attendant le Gouvernement a pris des mesures qui ne nous semblent pas soutenables.

Par exemple les mesures fiscales comme le maintien des subventions aux secteurs de l'énergie. Certes ça peut avoir un impact à court terme mais si les prix flambent, il faudra bien s'ajuster.

Il ya nécessité pour le gouvernement à engager avec ses partenaires financiers une réflexion sur ce sujet, y compris de possibles mesures de politiques sociales à court terme pour soulager les populations.

***En suite, il serait utile que le gouvernement mène aussi une réflexion sur l'impact négatif de l'augmentation des taxes sur certains produits de bases (huile, sucre, etc.) Sur le pouvoir d'achat des ménages. Le maintien de ces taxes à un niveau raisonnable n'entraînera pas de pertes importantes de recettes et aura un effet immédiat de réduction de prix.***

**CEPENDANT, ELLE A DES ASPECTS POSITIFS QUI SONT DES ATOUTS À VALORISER**

Les autorités actuelles font partie des rares dirigeants guinéens à avoir compris la nécessité de développer les infrastructures physiques et le capital humain en vue de booster la croissance économique et d'atteindre les objectifs de développement. Cette ainsi que depuis 2011, L'énergie, et la construction des écoles, sont érigées en sur-priorité et un vaste programme de mise en œuvre d'infrastructures est en cours. Il s'agit notamment des programmes de construction des barrages hydroélectriques, des infrastructures minières, l'amélioration de la mobilité urbaine à Conakry et de construction des villes régionales, en particulier, celles abritant les fêtes d'indépendance nationale.

La mise en œuvre du programme d'investissement pour la réhabilitation et la réalisation des nouvelles infrastructures sans oublier les efforts d'investissements dans le secteur agricole a permis de ramener le niveau d'investissement de 9,4% en 2010 après de 24,7% en moyen à partir 2012.

***Notre modèle de croissance à pour socle les mines, l'agriculture et les infrastructures. Ce choix qui comprend également le secteur agricole est à saluer. En effet, ce secteur emploie les 3/4 des actifs mais ne contribue qu'à près 20% du PIB selon les données de la banque mondiale .Cependant, la part de ce secteur dans le budget malgré les efforts reste faible (3 à 4%).***

Ce secteur doit être un secteur clé de notre performance économique en vue d'un partage équitable des fruits de la croissance. La proposition de réforme de ce secteur annoncée par les plus hautes autorités du pays en vue d'une amélioration de la productivité agricole et sa diversification à travers l'expertise ivoirienne en la matière sont des mesures des politiques publiques à saluer même si la méthode peut être améliorée.

***Ce choix fait par les autorités vise essentiellement l'objectif de lutte contre la pauvreté et le chômage car il est reconnu par les institutions internationales, qu'un franc investi dans ce secteur à 4 fois plus d'impact dans la lutte contre la pauvreté que n'importe quel autre secteur.***

Si la part du secteur agricole dans le PIB est passé de 12% en 2013 à 20% en 2015 ce qui représente une performance remarquable; Cependant, cette croissance tirée par les mines, l'agriculture et les infrastructures est limitée dans ses objectifs par un ensemble de facteurs :

- ***le Manque de diversification ;***
- ***le manque de productivité et***
- ***le Manque de leadership éclairé, de stratégie adaptée malgré une volonté politique affirmée au plus haut niveau.***

Ces facteurs limitent fortement l'atteinte des objectifs en matière de croissance économique.

**La croissance économique en Guinée reste limitée en termes de création d'emploi et de lutte contre la pauvreté**

Croissance et développement sont deux notions dépendantes: la croissance mène au développement qui favorise la croissance. Mais une croissance déséquilibrée, ou dont les gains sont mal répartis, ne conduit pas au développement. La croissance est une condition nécessaire mais non suffisante pour le développement: Toute croissance n'est pas forcément profitable.

***la faible croissance économique (3% en moyenne) sur plusieurs décennies a maintenu des centaines de milliers de jeunes entre 15 et 35 ans qui de surcroît représentent 70% de la population, dans un chômage chronique de longue durée (60% de cette tranche d'âge touchée).***

Il ne faut occulter cependant l'inadéquation de la formation aux besoins de l'emploi et le manque d'initiative des jeunes.

Mais la croissance et le développement sont deux choses différentes. C'est parce que le développement est insuffisant que la pauvreté stagne ou s'amplifie dans notre pays. La croissance, si elle a lieu, ne concerne que certains secteurs de notre économie. La prospérité relative de ces secteurs n'a aucun effet d'entraînement sur le reste de l'économie.

***L'économie de notre pays reste fortement désarticulée :***

L'économie est duale (deux secteurs, l'un moderne et l'autre non développés) et il n'y a pas d'effets d'entraînement entre les deux secteurs.

***Elle souffre à la fois :***

- ***Une désarticulation agricole*** entre les cultures d'exportation peu modernisées et peu productives et les cultures vivrières qui utilisent dans la majorité des cas des techniques rudimentaires.
- ***Une désarticulation urbaine*** entre un centre-ville moderne avec des industries parfois performantes, une infrastructure convenable, et une économie rurale à très faible productivité et où s'absentent tous les facteurs de la modernité.
- ***Une désarticulation entre le secteur formel et le secteur informel.***
- ***Une désarticulation sociale*** : La société guinéenne est de plus en plus inégalitaire, la grande pauvreté y côtoie souvent la plus grande richesse.

La présence et l'extension des bidonvilles, l'importance de l'analphabétisme et de la domesticité témoignent de cet état de fait.

***Notre croissance certes faible ressemble à une bulle qui se dilate sans incidences sur la pauvreté et le chômage. Les pauvres se sentent encore plus pauvres de la richesse souvent non justifiée d'une minorité.***

Les programmes économiques des 15 dernières années ont abouti essentiellement:

***- à l'apurement des déficits,***

**-Aux privatisations dans le but de promouvoir la compétitivité extérieure autrement dit la croissance par les exportations et**

**- la promotion des investissements directs étrangers.**

Focalisée sur l'exportation de quelques produits primaires (Bauxites, Or ...) trop peu intégrés, ***l'économie Guinéenne dans le meilleur des cas produit la croissance, certes faible mais pas le développement.***

***Depuis plusieurs décennies la pauvreté persiste et malgré un taux de croissance de 3% en moyenne. La Guinée a vu son taux de pauvreté s'accroître de 55% depuis 2012 contre 49 % en 2002. La proportion de pauvre reste beaucoup plus élevée en milieu rural (65 % en 2012) qu'en milieu urbain (35 %).***

La pauvreté a augmentée et atteint un niveau très inquiétant au cours des différentes années. ***Les 55% de la population vivants en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1USD par jour est inacceptable de nos jours dans notre pays au vue de nos potentialités économiques.***

En définitive, la Guinée a suivi la voie de la croissance sans développement.

#### **EVOLUTION DE LA PAUVRETE : 1994-2012**

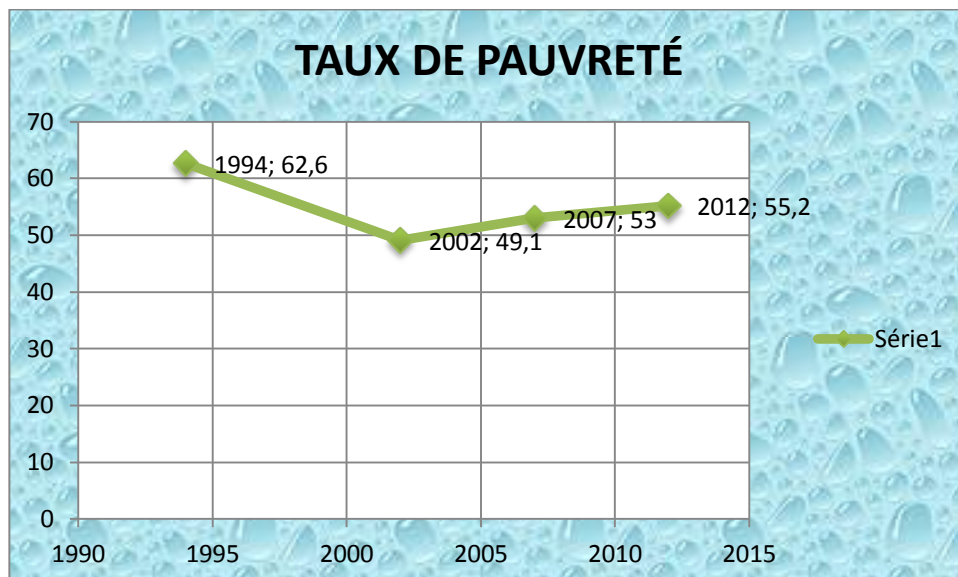
Années	1994	2002	2007	2012
Taux de pauvreté (%)	62,6	49,1	53	55,2

**Sources:**

**National des statistiques**

**Institut**

**Graphique: évolution de la pauvreté**



La croissance de notre PIB est moins favorable que les chiffres ne le donnent à penser car :

**-la croissance actuelle implique des déséquilibres** (du TOFE, de la BP) qui ne sont résorbés que par l'endettement extérieur et que cet endettement ne peut se poursuivre indéfiniment.

**-Elle ne prend en compte le coût de remplacement** de l'utilisation des ressources naturelles dans le processus de production.

Pour ces raisons **le caractère soutenable de la croissance au sens économique est discutable.**

Le taux de croissance de la productivité guinéenne a connu un ralentissement sensible au début des années 2014-2015, par rapport à celui enregistré dans les années 2012-2013. Toute baisse, même faible en apparence, du taux de croissance de la productivité a des conséquences négatives sur le niveau de vie.

En général, la faible croissance de la productivité a pour origine trois principaux facteurs:

- une main-d'œuvre peu qualifiée,**
- une allocation des ressources inefficaces et**
- le manque de progrès technique.**

Quant au taux d'épargne, il reste faible (ne représente que 12,1% en 2015) depuis plusieurs années. Il y a plusieurs raisons à cela :

- L'absence des programmes publics de retraite efficace ;
- la faiblesse de la couverture sociale ;
- difficulté d'emprunt et absence de changement dans les comportements sociaux.

L'amélioration du capital humain (renforcement de l'éducation) est une source essentielle d'accroissement de la productivité. L'éducation est un investissement particulièrement rentable. Même si le système éducatif Guinéen présente des points forts, certains s'interrogent sur la qualité de l'enseignement que reçoivent les élèves et les étudiants de ce



pays pour affronter le marché du travail, et sur le faible taux d'inscription dans les formations scientifiques et d'ingénieurs.

***Enfin, la croissance du PIB a eu très peu d'impact sur le bien-être. En effet, notre pays fut placé 178<sup>ème</sup> sur 187 pays dans l'indice du développement humain (IDH) du PNUD en 2014. Le peu de croissance réalisée dans notre pays s'est accompagnée d'une forte distorsion dans la répartition des revenus et par une forte réduction des prix internationaux des matières premières.***

Nous avons des raisons d'être à la fois pessimistes et optimistes. Bon nombre de facteurs qui entravent la croissance de la productivité ne disparaîtront pas facilement ou rapidement, en particulier le faible taux d'épargne privée.

Mais il est plus facile d'agir sur certains facteurs que sur d'autres, notamment ***sur l'incapacité de l'Etat d'améliorer les infrastructures économiques, sur le déficit budgétaire élevé et sur le faible niveau de dépenses en recherche et développement*** ( du moins des dépenses qui permettent d'accroître la productivité et non sur des dépenses destinées à améliorer des performances militaires).

Néanmoins, les perspectives s'offrent à notre économie qui nous permettrons à moyen et long terme de corriger les faiblesses actuelles de notre modèle de croissance.

### **Qui nécessitent des reformes de grandes ampleurs pour améliorer le contenu de la croissance**

Pour atteindre le potentiel de croissance que notre économie peut dignement réaliser, notre modèle de croissance doit être révisé. ***En plus de l'importance accordée aux mines et aux infrastructures, une attention particulière doit être portée aux secteurs de la santé, la recherche et les progrès techniques, l'éducation et surtout à l'agriculture.***

Ainsi, il faut saluer et encourager les efforts d'investissements dans les domaines de la santé, de l'eau et de l'éducation même s'ils restent encore insuffisants par rapport à l'ampleur des besoins et comparés aux données régionales dans ces domaines.

***Une révision(sur la base des données budgétaires de 2016) du budget de l'agriculture à hauteur de 10%(à court terme) du total et celui de l'éducation(20%) et les NTIC(10%) à moyen terme serait un indicateur fort de la volonté politique du Gouvernement dans la lutte contre la pauvreté et le chômage.***

En effet, il ya lieu de considérer notre secteur agricole non comme un secteur social mais plutôt comme un secteur économique d'importance capitale. Les capacités des petites et moyennes entreprises de notre pays en générale et particulièrement dans l'Agro-industrie doivent être renforcées dans le but de favoriser notre positionnement au niveau régional en tirant le meilleur parti des chaines des valeurs régionales.

***Cette politique s'impose du fait des limites constatées du côté du secteur minier comme moteur de croissance de notre pays.***

En effet, malgré les perspectives de croissance annoncées par les autorités sur le segment de la bauxite et leurs impacts sur le chômage ( plus 10.000 emploi créés) avec près de 2 Milliards 700 millions d'investissements d'ici 2020 avec à la clé le doublement du taux de croissance, cet effort, qui est certes louables, nous estimons cependant que le secteur minier a prouvé ses limites dans la lutte contre la pauvreté et le chômage.

***Ce secteur considéré pendant plusieurs décennies comme le moteur de la croissance n'a pas permis :***

- ***la diversification de l'économie*** qui reste toujours une économie duale où le secteur informel représente plus de 65% du PIB.

-***La réduction de la pauvreté*** reste toujours endémique dans notre pays

-***De lutter efficacement contre le chômage*** qui touche plus de 60% de la population active.

A cela il faut ajouter le fait que les risques ne sont pas encore totalement écartés dont entre autres:

- L'incertitude sur l'Evolution du cours de ces matières premières sur les marchés financiers

-La morosité de la croissance internationale et

- La problématique de la mobilisation des investissements.

***Néanmoins, nous espérons vivement que les ressources supplémentaires prévues permettront une diversification de notre économie et renforcera notre indépendance financière vis-à-vis de l'extérieur grâce à une gouvernance responsable.***

C'est à juste titre aux vues de tout ce qui précède qu'***un ajustement budgétaire en faveur du secteur agricole s'impose.***

***Cela serait possible grâce à l'application d'une plus grande flexibilité du budget qui permet de réorienter celui-ci au profit de prestations nouvelles ou devenues plus prioritaires .Ce qui permettra de réduire l'impact négatif de l'approche incrémentale qui caractérise notre procédure budgétaire depuis plusieurs décennies.***

Les responsables financiers favoriseront l'atteinte de cet objectif à travers d'importants arbitrages entre les différentes tâches de la nation. Ce serait un mérite à attribuer à nos autorités budgétaires car ce sont eux qui généralement proposent des nouvelles modalités afin de favoriser les réallocations de moyens budgétaires sans lesquels les volontés politiques sont réduites à néant. Ce sont eux aussi qui animent la procédure budgétaire.

***Notre politique fiscale peut renforcer cet élan.*** En effet, l'organisation récente (le 8 et le 9 avril 2016) à Conakry, par les autorités budgétaires, d'un atelier de réflexion sur la

définition d'une stratégie de formalisation du secteur dit informel visait selon les autorités : << d'améliorer l'apport du secteur informel à la croissance économique, une fiscalité innovante et la prise en compte des préoccupations des acteurs économiques guinéens >>.

Il est à souhaiter que ce programme soit amélioré par le recensement général des entreprises Guinéennes pour faire passer le secteur informel pour le formel .Ce qui permettra d'élargir l'assiette fiscale, favoriser la transparence et offrir les opportunités d'affaires à ces entreprises en matière d'obtention des marchés publics.

***La performance de notre système fiscale doit reposer sur la lutte contre la fraude, l'élargissement l'assiette fiscale et l'amélioration des gains de productivités des administrations douanières et des impôts et non sur la hausse du taux marginal d'imposition.***

Par ailleurs, ***la cartographie numérique des plus grandes zones urbaines doit être finalisée à court terme***, ceci dans la perspective de l'élargissement de l'assiette fiscale. En vue de réduire l'évasion fiscale il ya lieu d'accélérer le programme d'interconnexion informatique entre les services des impôts, des douanes, du trésor et des domaines dans le cadre du système d'échange de données entre les services fiscaux.

Ce système permettra d'améliorer sensiblement le suivi des impôts exigibles et recouvrés. Ce dispositif peut être renforcé par le renforcement des capacités de la Direction des grandes Entreprises en vue d'un meilleur suivi du recouvrement des impôts exigibles par les entreprises qui réalisent un chiffre d'affaire supérieur à 5milliards de francs guinéens. ***Cela permettra de sécuriser à brève échéance 80 à 95% des recettes fiscales.***

Les Institutions financières internationales, la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) et la banque Africaine de Développement (BAD) ont, depuis quelques années, tenu compte de la dimension sociale des programmes économiques et financiers initiés par les autorités dans notre pays. C'est une opportunité à saisir par les instances dirigeantes pour réviser complètement notre modèle de croissance qui ne favorise pas la baisse de la pauvreté et le chômage.

***Le plan national de développement économique pour la période 2016-2020 en cours d'élaboration doit permettre une coordination des interventions des partenaires techniques et financiers en vue de rationaliser la gestion des ressources affectées à la résolution des problèmes de développement qui assaillent notre pays.***

***Pour les perspectives en 2016, du côté de la croissance nous espérons que la Guinée va atteindre le niveau de 4% et aussi à moyen terme.***

Mais cela va requérir que certains problèmes soient réglés de façon définitive comme ***le problème de la dette intérieure*** qui a un impact négatif sur la croissance; le dynamisme des exportations; la santé du système bancaire etc.

Il faudra approfondir la reforme du secteur de l'énergie qui a une forte capacité à déstabiliser la croissance économique, ainsi que les reformes structurelles dans plusieurs autres domaines. Par exemple le programme signé avec le FMI vise une ***amélioration***

**significative de l'efficacité de la gestion des finances publiques;** surtout le système de passation des marchés publics et la productivité des dépenses d'investissement.

Ensuite, les efforts pour **améliorer l'environnement des affaires**, tels que le renforcement du système judiciaire, la **simplification des procédures administratives et de la fiscalité**. Ces reformes si elles sont mises en œuvre, auront un impact positif sur la croissance à moyen terme.

Par ailleurs, nous pensons qu'en 2016, l'ajustement budgétaire devra se poursuivre. Il faut éviter de continuer avec une situation où les dépenses publiques augmentent alors que l'Etat a des difficultés pour payer les factures dues au secteur privé. Voilà une urgence à régler, une condition pour la réussite de la stratégie de la relance post Ebola 2015-2017.

**Mais l'ajustement budgétaire doit protéger les dépenses sociales. Cet ajustement (avec ou sans les institutions internationales) ne doit pas se faire sur le dos des couches les plus défavorisées.**

Dans les pays confrontés à la vie chère, la tentation est toujours forte pour les gouvernements, qui font face à une situation difficile, de prendre des dispositions faciles pour juguler la montée des prix et les difficultés. La guinée n'échappe pas à la règle et des mesures qui sonnent bien à l'oreille comme << baisse temporaire de la fiscalité>>, << création de magasins témoins >>, y sont brandies.

Ces mesures faciles ont, toutefois, leur revers: pour viables qu'elles puissent être, elles ne le sont qu'à très court terme ! Il est indéniable que le choc imposé par l'épidémie à virus Ebola et la baisse des cours des matières premières ont eu un impact négatif sur la situation économique globale et en particulier, sur les ménages, l'inflation filtrant avec les 9%.

**Mais, n'omettons pas d'admettre que la guinée n'est pas allée au bout des reformes en profondeur qui, menées à bon terme, auraient pu amortir le choc.**

Il faut regarder les choses en face et braquer son regard sur l'agriculture, délaissée au profit d'industries protégées cela pendant plusieurs années, sans pour autant être compétitives et réellement créatrices d'emplois. A force de différer l'application diligente de reformes restructurant ce secteur et notamment la filière rizicole et produits d'exportations (Café cacao....), on débouche sur une situation paradoxale: L'augmentation de l'importation du riz malgré les efforts engagés par les autorités en terme de ressources dans ce secteur du fait de la faible productivité. C'est un paradoxe qu'il faut proscrire. D'autant que la conjoncture intérieure a tout pour éclairer le gouvernement et ses partenaires au développement.

Il ne s'agit pas de prendre des mesures dans la précipitation sous la dictée de l'envolée des prix des biens de premières nécessités sur le marché. Elles ne seront ni adéquates, ni durables, en revanche la bonne conduite à tenir serait << d'aller lentement >>, en visant au minimum le moyen terme. Il n'y a aucune main magique pour passer de l'importation de riz à l'autosuffisance céréalière.

**Il n'y a que la sueur et des reformes rationnelles, ne s'annulant pas les unes les autres par leurs effets contradictoires, pour remédier à la situation. Pour ce faire, encore faut-il non seulement, une vision partagée avec les producteurs et**

***les consommateurs sur les orientations à prendre dans le secteur agricole, dans sa globalité, mais aussi et surtout un consensus large sur des questions telles que la production des semences, la gestion des terres, le financement de l'agriculture, la modernisation des pratiques culturelles, le renforcement des structures d'encadrements etc.***

***Cette politique responsable permettra de rendre notre croissance durable et inclusive à même de répondre aux besoins pressants d'une population en majorité jeune et au chômage et améliorer la compétitivité de notre économie.***

Cette vision partagée est aussi celle qui doit prévaloir dans le secteur de l'éducation. N'absorbe-t-il pas une partie très importante des ressources du pays sans produire les résultats attendus?

Quand une nation accepte que ses enfants perdent annuellement la moitié de l'instruction que ses enseignants leur doivent c'est son déclin à long terme qu'elle construit.

***Les limites actuelles de notre croissance exigent la création d'espace économique fiable, la bonne gouvernance, l'innovation, l'esprit d'entreprise et le respect des engagements en matière économique.***

S'il est vrai que la Guinée restera pendant longtemps encore tributaire de l'aide, mais tout en demeurant lucide sur les difficultés auxquelles elle est confrontée, ***on ne peut pas nier qu'elle a les moyen de sortir de cette dépendance en prenant sont destin en main.***

Du côté des partenaires au développement de la Guinée ***il ya nécessité de mieux coordonner et harmoniser l'intervention des bailleurs*** ainsi que sur celle d'une meilleure transparence dans la gestion des ressources publiques à travers l'amélioration des opérations de passations de marchés, une plus grande compréhension des procédures des bailleurs et le renforcement des capacités institutionnelles des acteurs nationaux .

***Mais, la création d'espaces économiques ne suffit pas. Encore faut-il que notre économie soit mieux gérée.***

Car, il est prouvé que lorsque les règles de bonne gestion sont appliquées rigoureusement, l'impact de l'investissement sur notre économie est plus garanti. Dans le cadre de sa politique de transparence en matière de gestion de l'économie, le Gouvernement peut se prêter à l'appréciation des Agences internationales de notation qui attribuent des notes en vue de permettre à notre pays d'avoir accès à des capitaux importants et à taux faible pour financier son programme de développement et réduire sa dépendance vis-à-vis des ressources concessionnelles à multiples conditionnalités.

Toujours guidé par le même souci de transparence et de bonne gouvernance, il y a lieu d'apurer les retards dans le dépôt des lois de règlements des années récentes (2004-2015)

***Cette bonne gouvernance économique doit s'accompagner d'une redéfinition du rôle de l'état et non d'un effacement de ce dernier .***

Ce qu'il convient de promouvoir c'est la qualité des services de l'état. Il faut tendre vers mieux d'Etat. La mise en place d'une administration de service au lieu d'une administration de commandement qui dématérialise les opérations avec les agents économiques peut y contribuer efficacement.

La Guinée doit promouvoir un développement relativement égalitaire ce qui conduira à une croissance forte et à l'élimination de la pauvreté.

***Nous appelons cela de tout nos vœux car seule une forte croissance économique (7 à 8% en moyenne) et largement partagée permettra d'augmenter les revenus du travail et du capital, et l'accroissement de la richesse matérielle et du bien être des populations de notre pays.***

***Nous sommes convaincus que le Gouvernement et ses partenaires seront très sensibles à cela pour que notre croissance économique soit un facteur de développement.***

Les opportunités d'industrialisation restent à explorer par les autorités dans les chaînes de valeur régionale. Par conséquent, des politiques ciblées s'avèrent nécessaires pour permettre aux PME de jouer un rôle important dans la création de la richesse dans notre pays. Ce qui passe par la résolution de leurs problèmes de financements auprès des institutions Bancaires et financières sur liquides et le renforcement de leur capacité de gestion interne.

***Ces mesures permettrons d'atteindre l'objectif de croissance de lutte contre la pauvreté et le chômage et réduire l'impact négatif du retard pris dans la mise en œuvre des projets miniers dont la réalisation dépend plutôt des conditions du marché international malgré toutes les opportunités d'investissements offertes par les autorités nationales aux géants miniers.***

Enfin, si les autorités arrivent à mettre en œuvre le programme signé avec le FMI ,nous pensons que la croissance peut atteindre 4% en 2016. Mieux un taux de 7% voir même plus, est possible à moyen terme si les reformes structurelles sont poursuivies de façon énergique ***car notre pays ne mérite pas aux vues de ses potentialités des taux de croissance en deçà des moyennes régionales depuis plusieurs décennies.***

## **CONCLUSION:**

Les perspectives pour 2016 sont marquées par un environnement international et intérieur incertain dans lequel les interventions des autorités publiques visant à rassurer les agents économiques vont être déterminantes

***Pour atteindre l'émergence tant souhaitée et faire de notre économie une croissance inclusive, notre modèle de croissance, doit être fondamentalement révisé.***

***Notre économie a deux (2) défis majeurs à relever :***

- celui de la création de la richesse (taux de croissance supérieur à celui du taux d'accroissement naturel de la population)

-et la distribution égalitaire des revenus.

***L'Etat vise à réaliser le bien-être collectif, les décideurs de la politique économique se doivent de prendre des mesures favorables à la croissance économique compatible avec le développement. La réalisation de la croissance doit être un objectif essentiel de la politique économique.***

Tout individu recherche le bien-être, il faudrait que les mesures prises dans le cadre de la politique économique aillent dans le sens d'une promotion de la croissance forte (6 à 7 % au moins) pour le développement (plus de croissance accompagnée d'une distribution plus égalitaire des revenus grâce à une modification des structures économiques et sociales).

***Pour cela les mesures suivantes pour une croissance inclusive peuvent être envisagées:***

- Une politique fiscale saine, peu complexe et avantageuse.

-Des Politiques actives de diversification de l'économie ;

-Renforcer la résilience de notre système économique aux chocs externes;

-Mise en place d'un mécanisme d'appui en faveur des entreprises en difficultés et renforcer le dynamisme des PME par une grande facilité de crédit en faveur des initiatives des jeunes et des femmes.

-Promotion des investissements importants dans les infrastructures (énergies, routes particulièrement) ;

***-Nous estimons, aux vues de l'urgence et des impératifs actuels, qu'à court et moyen terme en affectant les 40% de notre budget à l'agriculture(10%), à l'éducation (20%) et aux NTIC(10%); accompagnée d'une gouvernance responsable apportera en terme de résultat de politique plus de croissance, de milliers d'emplois créés et une forte baisse du taux de pauvreté dans notre pays , ce qui nous permettra de mieux gérer avec plus de sérénité la problématique minière.***

- La matérialisation de la politique nationale d'insertion des jeunes présentée par les autorités aux partenaires techniques et financiers (13 juillet 2016) nous espérons , permettra d'atteindre l' objectif de créer de milliers d'emplois .

-Encourager une politique d'emploi productif dans le secteur agricole en augmentant la production par la productivité et en la diversifiant à travers le développement de l'agro-industrie et le renforcement des capacités des institutions d'encadrements.

***Le programme national d'insertion des jeunes (estimé à plus 120 millions de dollars US) initié par le gouvernement et soutenu par les partenaires avec pour objectif la création de près de 700 milles emplois à l'horizon 2020, nous***

***espérons que cet instrument sera déterminant dans l'atteinte des objectifs de lutte contre le chômage et la pauvreté.***

Cependant, l'atteinte de cet objectif dépendra largement de la mise en place d'une véritable politique d'emploi cohérente et actualisée largement diffusée permettant une évaluation objective des résultats à travers des indicateurs objectivement vérifiables.

***Nous espérons vivement que le leadership, la vision et une stratégie adaptée ne compromettront pas cette volonté politique exprimée au plus haut niveau.***

Le développement n'est durable que s'il met en œuvre des stratégies d'utilisation des ressources et de l'environnement qui ne compromettent pas les possibilités de croissance dans le futur.

Si nous menons avec vigueur les réformes structurelles qui s'imposent il est possible que nous changeons positivement la réalité économique et sociale de notre pays en une génération.

Nous avons foi en la Guinée. Nous la croyons capable de relever les défis qui se présentent à elle en matière de développement. Elle a des ressources humaines bien formées et des ressources naturelles abondantes. Elle peut puiser dans son génie pour aller de l'avant et la stabilité politique dans notre pays peut largement y contribuer.

**mamadyconde2007@yahoo.fr**

**669082529/656251570**